

RUVAKUKI Hassan
Prison de Muramvya
BURUNDI

MA VERITE

J'écris cette lettre pour rétablir LA VERITE, pour vous dire ce qui s'est exactement passé en ce mois de novembre 2011, pour vous dire que contrairement à ce dont on m'accuse, je ne suis pas un terroriste.

En allant en Tanzanie, dans un camp de rebelles burundais, je n'ai fait que mon métier : celui de journaliste, et c'était la première fois que j'allais en Tanzanie.

Je n'ai jamais appartenu à un quelconque parti politique, encore moins un mouvement armé. Comme tous mes confrères de la planète, je suis allé vérifier, sur le terrain, la véracité d'une information dont j'avais la primeur.

Voici, pour rétablir la vérité sur ce qui s'est passé, la chronologie des faits :

- **Lundi 14 novembre 2011.** Mon pays, le Burundi, est le théâtre d'attaques régulières perpétrées par « des bandits armés » pour reprendre la terminologie officielle. C'est mon rôle et mon devoir de journaliste d'essayer de savoir qui se cache derrière ce qualificatif de « bandits armés ».

Je suis contacté par une personne qui me prévient qu'un mouvement armé baptisé FRD-Abanyagihugu, s'appête à proclamer officiellement son existence dans quelques jours. Cette source me propose alors d'assister en tant que journaliste, à cette cérémonie. La perspective d'être le premier journaliste à pouvoir informer les auditeurs de l'existence d'un nouveau mouvement armé aiguise ma curiosité professionnelle, avoir un « scoop » comme l'on dit dans notre profession.

Je décide donc d'y aller pour poser aux responsables de ce mouvement deux questions :

- Etes-vous responsables des attaques de ces dernières semaines ?

- Quel est votre programme ?

- **Mardi 15 novembre 2011.** Je parle de la création de ce mouvement et de l'invitation qui m'est faite au Directeur de Radio Bonesha, mon principal employeur. Il m'écoute, mais me dit qu'en raison des pressions qu'il subit (les rédacteurs en chef de plusieurs radios privées font alors face à des convocations intempestives de la part du parquet), il serait souhaitable que j'y aille avec des confrères d'autres stations privées, ce qui n'a pas pu se faire.

Je me suis alors dit que je pourrais traiter cette information capitale pour mon pays, puis de proposer « ce scoop » à RFI Swahili qui m'employait depuis quelques mois comme correspondant pigiste. J'ai donc décidé d'y aller de mon propre chef, ce qui est une pratique courante dans le métier.

- **Jeudi 17 novembre** : Mon père est malade. Il doit se faire soigner au Rwanda où les infrastructures sanitaires sont meilleures qu'au Burundi. Je l'accompagne jusqu'à la frontière burundo-rwandaise. De l'autre côté l'attend, sa sœur, ma tante donc, qui le conduira à Kigali où il est hospitalisé.

Je rentre à Bujumbura. A mon retour, l'un des responsables du FRD-Abanyagihugu, celui qui m'avait déjà contacté, me rappelle pour me demander si je suis toujours intéressé par les activités de son mouvement. Il m'annonce que le départ est fixé au lendemain.

- **Vendredi 18 novembre** : Une voiture vient me chercher chez moi. Il y a déjà trois personnes à bord, Emmanuel Ndereyimana, Karim Mibohe et une femme que je ne connais pas. Je demande au chauffeur si d'autres journalistes sont du voyage. Il me répond qu'ils sont déjà sur place.

Je n'ai aucune idée de notre destination (on ne répond pas à mes questions), mais je découvre que nous prenons la direction de la frontière tanzanienne. Nous pénétrons dans ce pays par la province de Muyinga et passons la nuit en Tanzanie.

- **Samedi 19 novembre** : Une jeep, immatriculée en Tanzanie nous conduit à travers la forêt vers une destination qui m'est inconnue. Au bout de quelques heures, le véhicule s'arrête et je me retrouve au milieu de combattants. L'accueil n'est pas franchement cordial. Je suis même menacé par certains qui me traitent « d'agent des services de renseignements » !

Je constate que beaucoup de civils présents prennent des photos.

Je décide de poser des questions à celui qui se présente comme le responsable de ce mouvement, le colonel Kabirigi. Il refuse catégoriquement et affirme qu'il ne fera qu'une déclaration.

Je reste sur les lieux 45 minutes environ et nous ré embarquons dans la jeep, qui me ramènera vers la frontière burundaise après un très long détour, qui nous fait passer par le sud du Burundi.

J'arrive chez moi dimanche 20 novembre, en fin d'après midi, et je passe la soirée en compagnie de mon épouse, enceinte de sept mois.

- **Lundi 21 novembre** : Comme tous les jours je me rends à la rédaction de Bonesha FM, et c'est là que j'apprends, grâce à un papier de notre correspondant à Cankuzo, que des combats sont signalés dans la province. Je fais immédiatement le lien entre cette information et ce que j'ai vu et entendu en Tanzanie, deux jours plus tôt. Nous annonçons, dans une brève, la création de ce mouvement FRD-Abanyagihugu.

Dans le courant de l'après-midi, pour réactualiser cette information, je propose de faire réagir les autorités. Je connais personnellement le gouverneur de Cankuzo pour l'avoir rencontré auparavant lors d'un reportage sur l'agriculture

dans sa province. Je suis le seul de la rédaction à avoir son numéro de téléphone. Je décide de l'appeler pour lui demander s'il confirme les informations faisant état de combats. Il me répond par l'affirmative et précise que ces accrochages se sont soldés par la mort de 16 « bandits armés ». Le gouverneur, après avoir hésité à cause de son swahili qui n'était pas assez bon selon lui, a finalement accepté que l'on fasse une interview pour le journal en swahili. Un enregistrement de notre conversation a été conservé par Radio Bonesha.

- **Mardi 22 novembre** : Comme tous les matins je suis à la rédaction de Bonesha FM.

Je suis conscient que pour pouvoir envoyer à RFI Swahili la déclaration des rebelles du FRD-Abanyagihugu, il me faut, par souci d'équilibre, une réaction des autorités.

J'essaie de contacter le chef d'état major de l'armée Burundaise, le Général Godefroy Niyombare. Il ne répond pas.

J'explique cela aux confrères de Dar-es-Saalam. Ils me répondent qu'ils vont essayer de leur côté de faire réagir le chef d'état major, afin de pouvoir exploiter l'interview du chef du FRD, et je leur envoie donc l'élément sonore.

Entre le 22 et le 27 novembre, je suis soumis à d'innombrables pressions des services de sécurité. Le directeur de Bonesha FM également.

- **Lundi 28 novembre** : C'est mon arrestation. Des policiers me giflent. Je suis conduit dans les locaux des services de renseignements où l'on m'interroge sur les rebelles du FDR, mais où l'on me reproche aussi d'animer sur l'antenne de Bonesha FM une émission interactive en swahili qui déplait aux autorités.

Aujourd'hui, cela fait 10 mois que je croupi en prison, et je viens d'être condamné à une peine de prison à perpétuité prononcé en première instance par le Tribunal de grande instance de Cankuzo.

J'ai décidé de faire appel. Avec mes avocats, je veux crier à la face du monde que je suis innocent, que ma place n'est pas en prison, mais aux côtés de mon épouse et de ma petite fille de sept mois (que je n'ai pas vu naître), parmi mes confrères.

Je voudrais ici, remercier du fond du cœur, tous ceux et celles qui m'ont soutenu que ce soit au Burundi ou à l'étranger, et je les appelle à persévérer car, une nouvelle fois, je suis innocent, et j'ai foi en la justice.

Muramvya, le 02/10/2012

Hassan Ruvakuki.

Hass.
R.